

La fin de l'Europe ? Et après ?

Quel avenir pour l'Europe ?
« Le Soir » a posé la question à deux stars montantes : la commissaire Vestager et le « candidat » Macron.

La fin de l'Europe, et après ? Pour leur quatrième édition, « Journées de Bruxelles », organisées par *Le Soir*, *L'Obs* et *De Standaard*, n'ont pas esquivé la question existentielle. Depuis des mois désormais, l'Union européenne ne cesse d'afficher son inefficacité, son impuissance, ses divisions. Les divergences de vue portent désormais sur les valeurs qui fondent le projet européen. La solidarité n'est plus une évidence pour tous, mise en péril par les interrogations liées au terrorisme et à l'arrivée de migrants sur le sol européen.

Qui peut reprendre le leadership ?

Comment rendre l'Europe efficace ? Est-on à la veille d'une catastrophe qui va à nouveau bousculer un continent épargné par les guerres depuis 60 ans ? Des personnalités de premier plan seront sur la scène de Bozar ces mercredi 19 et jeudi 20 octobre pour vous donner leur vision, leurs solutions ou vous confier leurs désillusions.

L'identité européenne est-elle menacée par l'islam et les musulmans ? Sommes-nous des « Gaulois » à défendre ou sombrons-nous à nouveau dans l'extrémisme, la xénophobie et le populisme des années 30 ? Frans Timmermans, numéro deux de la Commission et

Gilles Kepel, spécialiste de l'islam, en débattent en public ce mercredi.

Margrethe Vestager sauve-t-elle l'honneur de la Commission en faisant trembler Apple, Google et C° ? Ou est-elle l'arbre qui cache l'impuissance d'un Juncker qui avait pourtant promis d'imprimer sa volonté politique au devenir européen ? Emmanuel Macron est-il capable d'insuffler un renouvellement à l'Europe, via la France ? Les deux personnalités politiques « sexy » du moment seront soumises publiquement à la question mercredi. ■

B.Dx.

Margrethe Vestager « Nous devons défendre nos valeurs, il n'y a pas d'alternative »

ENTRETIEN

Margrethe Vestager est l'une des femmes les plus puissantes d'Europe. Et elle a sans doute gagné quelques points, fin août, en imposant à l'Irlande de récupérer les 13 milliards de réductions d'impôts que le pays avait lui-même octroyés à Apple. C'est son métier, à Margrethe : faire en sorte que la concurrence entre Etats membres soit la plus loyale possible.

La commissaire danoise, qui a inspiré l'héroïne de la série *Borgen*, nous a reçus dans son bureau au Berlaymont. Sans conseiller. Elle parle d'Europe, de concurrence. Avec une constante : un refus du pessimisme ambiant.

Êtes-vous pessimiste sur l'état de l'Europe ?

Non. Il y a beaucoup de problèmes sérieux. Mais nous avons tendance à ignorer les choses positives. Car l'Europe est avant tout le meilleur endroit du monde pour vivre, surtout pour les femmes.

Mais pourquoi les gens pensent-ils que cela ne marche pas ? Pourquoi dans la crise migratoire, l'Europe a semblé ne pas être capable de faire face ?

Je suis aussi impatiente que les gens. Mais les choses prennent parfois du temps, et il faut souvent mener beaucoup d'actions simultanées. Sur la migration, nous sommes dans une situation nettement meilleure qu'il y a un

an.

Les valeurs qui guident nos façons de faire n'ont-elles pas changé ?

Il y a un paradoxe sur les valeurs : ce que nous recherchons est en contradiction flagrante avec notre histoire.

Pardon ?

Le passé de l'Europe est extrêmement riche en violence et en pratiques dégradantes, notamment en ce qui concerne l'égalité des genres. Les valeurs que nous prônons aujourd'hui sont parfois mises au défi de la réalité de tous les jours. Ce qui ne doit pas nous

empêcher de toujours essayer de les défendre. Vous savez, je suis une optimiste. Vous devez l'être si vous voulez changer le monde. Et puis, quelle serait l'alternative ? Rester confinés dans une sombre analyse ?

Défendre des valeurs, c'est toujours possible dans le cadre européen actuel ?

Lors de l'élargissement de l'Europe, nous avons fait preuve de nos valeurs.

Mais deux pays qui ont rejoint l'Union il y a dix ans (la Pologne et la Hongrie) ont, depuis, fait marche arrière sur l'Etat de droit et la démocratie.

Cela ne prouve pas qu'on ne peut pas repartir dans le bon sens.

La xénophobie a progressé...

Mais nous sommes trop impa-

tients. Parfois les développements sont rapides, mais les hommes sont lents.

Comment les politiques peuvent-ils répondre à l'anxiété ou la colère des peuples ?

Je ne pense pas qu'il y ait une façon institutionnelle de traiter cela. Il faut montrer aux gens qu'il est important de faire les choses ensemble. Si je peux traiter des cas comme Apple ou Gazprom, c'est parce que les Etats ont un jour décidé qu'il vaut mieux mettre cette compétence en commun. Même chose pour l'accord climatique de Paris. C'est un succès que nous n'avons pas suffisamment célébré. Ces exemples où on a réglé les problèmes ensemble doivent nous donner la force de résoudre les suivants. Il n'y a pas de mystère : le désaccord est ce qui permet de changer les choses et de progresser.

La situation en Europe est-elle plus difficile parce que les problèmes à régler sont plus grands ? Ou est-ce parce que nous sommes à un tournant ?

Nous sortons à peine d'une crise financière et d'une crise de la dette comme on n'en a plus vu depuis longtemps. Et simultanément, nous sommes en transition d'une économie du charbon et du pétrole

vers une économie numérique et bas carbone. C'est un changement énorme, qui peut faire peur. Et pour l'instant,

on entrevoit plus de questions que de réponses. Mais elles émergent quand même, ces réponses. Lentement, mais sûrement.

Que peuvent faire la Commission ou les Etats pour que cela tourne mieux ? Nous devrions nous parler beaucoup plus. Et examiner si chacun contribue comme il le doit à la recherche de solutions.

Ce n'est pas l'air du temps...

Non. Mais chacun doit prendre ses responsabilités. Et cela vaut aussi pour les débats nationaux. ■

Propos recueillis par
X.C., B.Dx et J.Kz

« L'accord climatique de Paris n'aurait pas été possible sans mandat confié à l'Union. C'est un succès que nous n'avons pas suffisamment célébré »

fiscalité « Apple est un dossier comme les autres »

Votre statut a-t-il changé, depuis votre décision d'obliger Apple à rembourser 13 milliards ?

Pas du tout. Je comprends que le chiffre de 13 milliards est spectaculaire. Mais sur le fond, ce dossier n'est pas plus important que ceux de Starbucks, Fiat, ou des rulings belges.

C'est quand même Vestager contre Apple, l'une des plus grosses sociétés au monde...

Mais c'est mon job... Celui d'assurer une concurrence équitable entre acteurs.

Y aura-t-il un après-Apple ?

C'est après la crise financière que les choses ont changé. Les gens ont vu leurs gouvernements faire toutes sortes de choses pour contenir leurs dépenses : réduction des avantages sociaux, report de l'âge de la retraite... Et puis sortent les LuxLeaks, les Panama Papers, qui montrent que certaines entreprises ou individus ne contribuent pas. Le climat et la conscience sociale sur ces questions ont donc changé.

Cela a créé un momentum ?

Oui, dans une certaine mesure. Le dossier irlandais d'Apple a démarré quand on a découvert, lors d'auditions au Sénat américain, les pratiques fiscales de cette entreprise. Mais les LuxLeaks ont produit une matière énorme en matière de rulings, ce qui nous a amenés à demander les rulings de tous les Etats membres. Nous en savons beaucoup plus aujourd'hui sur la façon dont les rulings sont utilisés par les Etats pour conférer des aides sélectives et illégales. Il y a quelques années, on ne disposait pas de ce savoir, et la sensibilisation citoyenne n'était pas la même.

Comment choisissez-vous d'en-

quêter sur une société plutôt qu'une autre ?

Les cas que nous avons ouverts présentaient des éléments laissant à penser qu'ils posaient de plus gros soucis. Nous partons toujours d'informations apparaissant dans le domaine public, les médias, et qui nous donnent des raisons d'inquiétude.

Vous avez assez de fonctionnaires pour traiter tout cela ?

Il y a bien sûr toujours des contraintes.

Mais nous maîtrisons de mieux en mieux le sujet. Par ailleurs, nous n'avons pas l'ambition de vérifier absolument tout. Nous cherchons surtout à faire en sorte que les rulings ne soient plus utilisés comme des aides d'Etat illégales.

Il n'y a pas d'enquêtes ouvertes sur les cas des Luxleaks. Y en aura-t-il ?

C'est trop tôt pour le dire. Analyser les rulings des LuxLeaks nous a permis de comprendre précisément comment ils fonctionnent. Nous ouvrons des enquêtes sur les cas qui nous paraissent les plus graves, que ce soit en termes de méthode utilisée, des montants en jeu, ou des leçons à en tirer : ce ne sont pas nécessairement des cas issus comme tels des LuxLeaks.

Mais vous analysez toujours les Luxleaks ?

Oui. Et je peux vous dire que la task force que nous avons créée a été transformée en unité (l'entité administrative permanente de base à la Commission européenne, généralement composée d'une dizaine de personnes, NDLR).

Vous aviez dit il y a deux ans que sans les « leaks » et les lanceurs d'alerte, tout cela n'aurait pas été possible. C'est toujours vrai ?

Je pense toujours que c'est important. Pas seulement les lanceurs d'alerte, mais les journalistes et les médias qui travaillent dessus. Ce n'est pas qu'une question d'informations obtenues, c'est aussi une question de sensibilisation publique. Qu'un sujet de cet ordre soit traité à un moment donné par tous les médias, dans tous les pays au même moment, cela suscite une réaction : « Allons, (elle frappe la table), cela doit cesser ! » Cela produit un contexte favorable à l'action des politiques. Lorsque, comme ministre du Danemark, j'ai assuré la présidence du Conseil des ministres des Finances de l'UE, au moment de l'examen du projet d'échange automatique des données bancaires des personnes physiques, un collègue m'a dit : « Pourquoi insistes-tu ? Cela ne passera jamais. » Deux ans plus tard, nous l'avons adopté, et ce ministre a voté pour. Cela montre bien que l'atmosphère change. Si nous réussissons à faire adopter le reporting pays par pays des entreprises, d'informations très simples comme le nombre d'employés, le chiffre d'affaires, les profits et les impôts payés, cela représentera un tournant dans la transparence.

Vous avez condamné la Belgique pour ses rulings permettant de déduire les « profits excédentaires ». Le gouvernement belge

conteste. Vous comprenez leur position ?

Je comprends que ce n'est pas agréable de devoir aller redemander un cadeau que vous avez fait. Mais je ne passe pas beaucoup de temps à m'interroger sur ce désagrément...

Vos services ont indiqué à la Belgique que la taxe nucléaire belge pourrait être assimilée à une aide d'Etat. Pourquoi ?

Je ne peux vous répondre. Les échanges à ce sujet sont en cours avec les services belges. ■

Propos recueillis par
XAVIER COUNASSE
BEATRICE DELVAUX
JUREK KUCZKIEWICZ

L'AUTEUR

Sa parole se fait rare. Depuis qu'il a décidé de se retirer du journalisme, l'écrivain, qui fait l'objet d'une fatwa, limite fortement ses interventions. La présence de Kamel Daoud, écrivain et journaliste algérien, à Bruxelles ce mercredi 19 octobre (16 h), est déjà à ce titre exceptionnelle. Mais elle l'est surtout au regard des écrits d'un auteur mon-

dialement reconnu depuis qu'il a obtenu le Goncourt du premier roman pour *Meursault, contre-enquête* en 2014, et d'une personnalité hors du commun, engagée contre tous les obscurantismes, sans concession. Né en Algérie en 1970, Kamel Daoud est le premier de sa famille à faire des études supérieures : les mathématiques puis la littérature. Le français devient sa langue de travail, la langue dans la-

quelle « *il a appris à être libre* », lui qui rejette l'arabe, langue « *piégée par le sacré, par les idéologies dominantes* », dit-il. En 1994, il entre au *Quotidien d'Oran*, où il deviendra chroniqueur, et rédacteur en chef pendant huit ans. Hermétique à tout dogmatisme, profondément laïque, l'intellectuel fait l'objet d'une fatwa en 2014, lancée par l'imam Abdelfattah Hamadache, depuis lors condamné à six mois de

prison. En février dernier, l'homme a décidé de se retirer des médias suite à une vive polémique née d'une de ses chroniques publiée dans le *New York Times* et *Le Monde*. Intitulée « *La misère sexuelle du monde arabe* », cette opinion venait éclairer les agressions sexuelles qui ont entaché la nuit du Nouvel An, à Cologne en Allemagne. Soutenant que le monde arabo-musulman souffre

d'un « *rapport malade à la femme, au corps et au désir* », l'auteur s'est attiré les foudres d'un collectif d'intellectuels français de gauche, le qualifiant d'islamophobe. Depuis lors, l'auteur a décidé de se retirer du journalisme.

É.B.L.

Die Fremden, Les étrangers, pièce de Johan Simons, inspirée du roman de Kamel Daoud, *Meursault, contre-enquête*, sera présentée à Bozar le mercredi 26 octobre, à 20 h.

PROGRAMME**La fin de l'Europe ? Et après ?**

Le Soir, en partenariat avec *De Stan- daard* et *L'Obs*, vous propose de débattre de la fin de l'Europe lors des 4^{es} journées de l'Europe. Rendez-vous mercredi et jeudi à Bozar.

Au programme ce mercredi, dès 17h, « *Comment donner un avenir à l'Europe ?* » confrontera les idées de Margrethe Vestager, Commissaire européen à la concurrence, Emmanuel Macron, ex-ministre français de l'Économie et Carlos Meoedas, commissaire européenne à la recherche et l'innovation.

« *L'Europe face aux menaces* ». Gilles Kepel, politologue spécialiste de l'islam, fera face dès 15h à Frans Tim-

mermans, 1^{er} vice-président de la Commission européenne.

A noter la venue exceptionnelle de l'écrivain Kamel Daoud (lire ci-dessus), qui fera une rare sortie publique ce 19 octobre à 16h15. La journée se terminera par des extraits de « *Je suis Fassbinder* » et « *Citta Del Vaticano* » de Falk Richter, performance entre lecture et jeu. La journée de jeudi, Rachid Benzine, Gilles de Kerkhove et Alain Grignard débattront du terrorisme en Europe. D'autres rencontres évoqueront la migration, le brexit, les valeurs européennes et la manière de réinventer la politique.

Programme complet et inscription : www.nouvelobs.com/journees-bruxelles